

Trois décennies d'Erasmus

BRUXELLES Demain, cela fera 30 ans que le programme d'échange européen Erasmus a été adopté par le conseil des ministres de l'Éducation. Lancé initialement dans onze États membres, le système a rencontré un succès grandissant au fur et à mesure des années et s'est étendu à 33 pays.

En 30 ans, le « European Region Action Scheme for the Mobility of University Students » a permis à 9 millions de personnes au total, dont 4,4 millions de jeunes de l'enseignement supérieur, d'acquérir de nouvelles expériences et d'élargir leurs horizons en se rendant à l'étranger.

Rebaptisé Erasmus+ en 2014, le système d'échange s'est ouvert à d'autres publics, regroupant tous les programmes de mobilité (Leonardo da Vinci, Comenius, Grundtvig, Jean Monnet, Erasmus Mundus...). Il prévoit ainsi des périodes d'étude et de stages d'apprentissage pour les étudiants de l'enseignement supérieur et professionnel, ainsi que des échanges de jeunes, de bénévoles et de personnel dans tous les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport. Il est doté d'un budget de 14,7 milliards € jusqu'en 2020 et son ambition est de permettre à 4 millions d'Européens supplémentaires de se former à l'étranger.

Sur l'année académique 2014-2015, quatre garçons pour six filles sont partis en Erasmus.

UN BREXIT ÉTUDIANT

Le récent vote en faveur du Brexit rebat toutefois les cartes. Si les années 2017-2018 et 2018-2019 sont garanties pour

l'échange avec le Royaume-Uni, l'Agence francophone pour l'éducation et la formation (AEF-Europe), qui gère Erasmus+ en Fédération Wallonie-Bruxelles, souhaite que le programme perdure malgré un Brexit; ce qui sera discuté lors des négociations entre la Commission européenne et les autorités britanniques.

Si l'attractivité pour l'enseignement supérieur britannique est « indéniable » et ne baisse pas pour l'instant, l'inquiétude quant aux coûts supplémentaires éventuels est réelle. La question du minerval, bien plus élevé en Angleterre que dans d'autres pays européens, est en effet « cruciale » dans ce dossier, estime l'AEF-Europe. « Pour le moment, les étudiants européens bénéficient des mêmes avantages que les étudiants britanniques. Après le Brexit, cela dépendra de la volonté du Royaume-Uni et des négociations. »

L'Agence souligne par ailleurs qu'il est « dans l'intérêt des deux parties de maintenir les échanges. Le succès des établissements d'enseignement supérieur britanniques rapporte énormément à l'économie britannique en raison des liens économiques qui résultent des contacts créés à la suite de ces séjours d'études ».

LE PROGRAMME ERASMUS EN CHIFFRES

30.000 étudiants européens / an

→ + de 4 millions en 30 ans

33 pays

28 de l'UE ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Turquie et la Macédoine

DES PAYS D'ORIGINE



DES PAYS DE DESTINATION



Erasmusien moyen

23 ans



6 mois à l'étranger

67 % bacheliers



281 € bourse mensuelle



M. Wallheiser / AFP

STRASBOURG « Erasmus est une bonne réponse à la bêtise des égoïsmes nationaux et du repli sur soi », a souligné le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, lors d'une cérémonie organisée dans l'hémicycle du Parlement à Strasbourg pour célébrer les 30 ans d'Erasmus. « Chaque euro que nous investissons dans le programme Erasmus+ est un investissement dans l'avenir – l'avenir d'un jeune et de notre idée européenne », a ajouté le chef de l'exécutif européen. « Selon des rumeurs non officielles, on parle même d'un million de 'bébés Erasmus'. La Commission n'est pas responsable de cela, mais je me félicite de cette forme de croissance commune européenne », a ajouté M. Juncker.

La Belgique a son propre programme d'échange

BRUXELLES En trois décennies, 92.000 citoyens de la Fédération Wallonie-Bruxelles, parmi lesquels 59.200 étudiants dans le supérieur, ont bénéficié du programme. Depuis 2004, l'Erasmus Belgique permet aussi des échanges, de trois mois à un an, entre établissements d'études et 115 à des fins de stages durant l'année académique 2015-2016. Inversement, 73 étudiants britanniques sont venus étudier en Fédération Wallonie-Bruxelles.